

ATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/3819  
17 mars 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

---

NOTE EN DATE DU 14 MARS 1958 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIETIQUES

D'ordre du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une déclaration du Ministère des affaires étrangères de l'URSS en date du 14 mars 1958 relative au désarmement et de vous prier de bien vouloir la faire publier comme document officiel de l'Organisation des Nations Unies.

Signé : A. Sobolev

DECLARATION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE  
L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

On lit depuis quelque temps dans la presse étrangère que les Etats-Unis d'Amérique et les autres Puissances occidentales forment le projet de convoquer la Commission du désarmement des Nations Unies. Sachant parfaitement que les travaux de cette Commission ne donneront aucun résultat positif, ces Puissances cherchent à faire croire que l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations relatives au désarmement tient au refus de l'Union soviétique de participer aux travaux de la Commission. Sous ce prétexte, elles projettent de renvoyer l'ensemble de la question du désarmement devant le Conseil de sécurité. Les membres de la Commission qui font partie des groupements militaires occidentaux se préparaient déjà à agir dans ce sens.

A propos de ces plans des Puissances occidentales, le Ministère des affaires étrangères de l'URSS estime nécessaire de faire la déclaration ci-après.

Le Gouvernement soviétique, partisan convaincu d'une détente internationale et d'un règlement rapide du problème du désarmement, a proposé de réunir au plus tôt une conférence de dirigeants nationaux à laquelle participeraient les chefs de gouvernement.

L'Union soviétique a proposé que cette conférence examine notamment les questions suivantes : cessation immédiate des essais de l'arme atomique et de l'arme à l'hydrogène, renonciation à l'usage de ces engins, création en Europe d'une zone exempte d'armes nucléaires et thermonucléaires et de fusées, réduction des effectifs des troupes étrangères stationnées sur le territoire de l'Allemagne et d'autres Etats européens, etc. Le règlement de ces questions urgentes de désarmement assainirait sensiblement la situation internationale et permettrait de progresser sur la voie du désarmement ainsi que de résoudre d'autres importants problèmes internationaux.

L'initiative qu'a prise le Gouvernement soviétique en proposant la convocation d'une conférence à un échelon élevé a reçu l'approbation chaleureuse et l'appui général des peuples. L'opinion publique du monde entier et les gouvernements de nombreux pays réclament la réunion de cette conférence dans les délais les plus brefs, afin de mettre prochainement un terme à la "guerre froide", à la course aux armements et aux charges qui en résultent.

/...

Actuellement, les principaux intéressés mènent d'actives négociations au sujet des problèmes concrets que pose l'organisation de cette conférence. L'Union soviétique a proposé récemment d'organiser dès le mois d'avril 1958 une réunion des Ministres des affaires étrangères afin d'arrêter l'ordre du jour et la composition de la conférence des Chefs de gouvernement, qui pourrait avoir lieu en juin 1958.

Dans ces conditions, on ne peut voir dans les plans tendant à convoquer la Commission du désarmement des Nations Unies et à renvoyer la question du désarmement au Conseil de sécurité qu'une tentative destinée à détourner l'attention des mesures touchant la réunion d'une conférence à un échelon élevé, à laquelle participeraient les Chefs de gouvernement et qui s'emploierait notamment à rechercher une solution concertée aux problèmes du désarmement. De toute évidence, cela ferait l'affaire de ceux qui ne tiennent pas à assainir la situation internationale et qui voudraient empêcher des négociations visant à un règlement raisonnable des divergences de vues qui séparent aujourd'hui les grandes Puissances.

Toute personne douée d'objectivité arrivera à cette conclusion. En effet, les nombreuses années de travail de la Commission du désarmement des Nations Unies et de son Sous-Comité ont montré que ces organes ne sont pas capables de faire sortir le problème du désarmement de l'impasse où il se trouve. La raison en est que la Commission du désarmement et son Sous-Comité comprenaient une majorité de membres d'alliances militaires occidentales, qui bloquaient toutes les propositions qui ne coïncidaient pas avec les intérêts de ces groupements militaires. Au lieu d'aider à rechercher des accords mutuellement acceptables, ces organes sont devenus un obstacle au désarmement et ont de plus en plus servi à masquer la course aux armements que poursuivent les Puissances occidentales.

Il va de soi que l'Union soviétique ne pouvait admettre une telle situation. Afin de favoriser le plus possible l'examen des questions du désarmement et pour préparer ainsi la voie à la conclusion d'un accord sur des mesures pratiques en la matière, le Gouvernement soviétique a proposé, à la douzième session de l'Assemblée générale, de constituer une commission permanente du désarmement qui serait composée de tous les Etats Membres de l'ONU. La création d'une telle Commission aurait permis à tous les pays, petits et grands, de prendre directement part à l'examen du problème du désarmement et de contribuer à son règlement.

/...

Au lieu d'appuyer cette proposition équitable, les Puissances occidentales ont imposé une décision qui n'a rien changé à la situation. La Commission, même avec sa composition portée à vingt-cinq membres, comprend seize membres de divers blocs militaires dirigés par les Puissances occidentales, ce qui leur permet de continuer de mettre obstacle à l'adoption de toute décision visant à interdire l'arme atomique, à mettre fin à ses essais, à supprimer les bases militaires en territoire étranger, à réduire notablement les forces armées et les armements, à instituer un contrôle international approprié pour surveiller l'exécution par les Etats de leurs engagements, etc.

L'Union soviétique, qui ne cesse de lutter pour le désarmement, n'a évidemment pas pu accepter une telle décision qui ne changeait rien à la situation. Aussi la délégation soviétique a-t-elle déclaré, à la douzième session de l'Assemblée générale, que l'URSS ne prendrait pas part aux travaux de cette Commission. Il va de soi que cette déclaration de l'Union soviétique est encore valable aujourd'hui.

Ceux qui cherchent actuellement à convoquer la Commission du désarmement connaissent fort bien l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de cet organe, ainsi que les raisons pour lesquelles elle ne peut prendre part à ses travaux. En essayant de réunir la Commission alors que chacun sait d'avance qu'il n'en résultera rien, les auteurs de cette manoeuvre montrent qu'ils tiennent non pas à favoriser la création de conditions propices à un examen sérieux et au règlement des problèmes urgents que pose le désarmement, mais à aggraver la situation, à accentuer les divergences de vues entre les pays et à mettre de nouveaux obstacles au règlement du problème du désarmement.

On cherche également à se servir du Conseil de sécurité dans ce mauvais dessein, en proposant de lui renvoyer pour examen la question du désarmement. Il est évident que cette manoeuvre a pour but de couvrir de l'autorité du Conseil de sécurité la politique des Puissances occidentales en matière de désarmement, qui a fait faillite.

Tous ces efforts sont déployés au moment même où l'opinion publique mondiale demande avec une insistance particulière des mesures tendant à réduire la tension internationale et l'organisation à cette fin de négociations à un niveau élevé.

/...

Il est indispensable de trouver d'autres moyens de tirer le problème du désarmement de l'impasse où il se trouve par suite de la position des Puissances occidentales. On y parviendrait en réunissant au plus tôt une conférence des Chefs de gouvernement en vue de régler les problèmes internationaux les plus urgents sur lesquels il est possible de s'entendre, et en premier lieu le problème du désarmement. Cette ligne de conduite est celle qui permet d'escompter les meilleurs résultats; elle offre une possibilité réelle de mettre en oeuvre des mesures propres à amorcer la détente internationale que tous les peuples souhaitent si ardemment.

-----